



Le SICTAME vous informe

www.sictame-unsatotal.org



DIVIDENDES, OUI MAIS POUR QUI ET COMMENT ?

Comment réduire l'impôt sur votre épargne salariale ?

Alors que les dividendes de Total n'ont cessé en tendance de croître et la masse salariale de baisser¹, que la plupart d'entre vous sont des actionnaires salariés, vous vous demandez comment, au moins en tant qu'actionnaire, vous pourriez bénéficier de ces fameux dividendes. A défaut de connaître une hausse réelle de salaires et des plus-values boursières !

Conscient des problèmes de pouvoir d'achat, le législateur, en choisissant la voie de la facilité, a cherché à rendre plus « liquide » l'épargne salariale. Ainsi, alors que les dividendes d'actions détenues dans les Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) d'actionnariat salarié étaient souvent obligatoirement réinvestis, la loi du 30 décembre 2006 permet aux porteurs de les percevoir, si le Conseil de surveillance dudit FCPE l'accepte... avant le 30 juin 2008.

Pour le fonds « Total Actionnariat France », cet accord a fait suite à plusieurs manœuvres dilatoires. Initialement, AXA se déclarait incapable de mettre en œuvre cette intéressante option. Puis, en mai 2008, la seule CFE-CGC s'opposa à sa mise en œuvre et la **Direction** - dont l'accord était nécessaire - se cacha derrière la **CGC** pour **s'opposer à ces « parts distributives »**. Tous deux **prétextèrent notamment que la distribution favorisait les gros portefeuilles d'actions, ce qui est l'inverse de la réalité**. En fait, ni les sociétés de gestion ni les directions n'apprécient cette facilité : elle réduit la taille du portefeuille géré (donc les commissions) et minimise la part du capital contrôlée par les directions via les FCPE.

Finalement, l'accord fut obtenu en octobre 2008 pour une **mise en œuvre le 30 avril 2009**. Suivit une indigeste communication d'AXA à chaque porteur de parts, principalement tournée vers des considérations réglementaires sans intérêt pour les actionnaires salariés. **Vous pouvez investir mensuellement ou arbitrer ces parts « D » de distribution.**

Le régime fiscal des dividendes versés aux porteurs de parts actionnaires salariés est identique à celui des dividendes de tout autre actionnaire. Dans le cas où vous déclarez vos dividendes (quelles qu'en soient les sources) à l'Impôt sur le Revenu (IR), la perception des dividendes peut être fiscalement intéressante par rapport à la capitalisation « automatique » des dividendes, et ce que vous ayez ou non besoin de trésorerie :

- vos dividendes², dans la limite de 2 541 € pour un célibataire / 5 083 € pour un couple, ne sont soumis qu'aux prélèvements sociaux (comme ceux capitalisés dans le fonds), au-delà, seuls 60 % des dividendes sont soumis à l'IR ;
- l'État peut vous rendre de l'argent (50 % des dividendes perçus³ sont reversés sous forme d'un **crédit d'impôt** plafonné à 115 € pour un célibataire, 230 € pour un couple) alors que ceci est impossible lorsque la totalité de vos dividendes sont réinvestis dans un Plan d'Épargne Entreprise (PEE) ;
- petit extra, une part de la CSG (5,8% des dividendes perçus) est **déductible de votre base taxable à l'IR** de l'année en question, alors que les prélèvements sociaux sur les dividendes réinvestis dans un PEE ne sont jamais déductibles.

Le seul inconvénient est que, pour chaque distribution semestrielle de dividendes, **AXA vous facture 7,50 €** Parce qu'AXA les a incorrectement dénommés « frais administratifs », ces 15 € annuels ne sont pas déductibles fiscalement.

Du strict point de vue fiscal (c'est à dire sans se préoccuper de votre utilisation de la trésorerie issue des dividendes perçus), au-delà de 30 € annuels de dividendes, **il est toujours préférable** (et c'est même l'optimum fiscal), **quelle que soit votre tranche d'imposition, de percevoir des dividendes plutôt que de les capitaliser, tant que la totalité de vos dividendes annuels perçus** (y compris ceux provenant d'actions ou d'OPCVM détenues en direct hors PEA) **est inférieure à l'abattement maximal de 2 541 € / 5 083 €** Dans cette limite, le gain fiscal relatif de la distribution est d'autant plus grand que votre portefeuille est petit (tant que vous percevez au moins 230 / 460 € de dividendes pour bénéficier du crédit d'impôt). On est bien loin des affirmations complaisantes de la CGC et des propos tenus un temps par des représentants de la direction.

Enfin, si vous décidez de percevoir des dividendes de Total Actionnariat France, vous avez intérêt à ce qu'ils proviennent :

- de parts dont les **dates de disponibilité sont les plus tardives**, vous réduisez ainsi la durée moyenne d'indisponibilité de vos avoirs (Cape@si d'AXA permet d'arbitrer les parts par date de disponibilité) ;
- **du PEE** (PEG-A, PEGT, PEC ou « Réinvestissement dividendes suite rachat pour levée d'options »⁴) pour lequel les parts supportent la **plus-value unitaire la plus élevée** : en évitant que les dividendes y soient réinvestis, vous évitez d'accroître la plus-value dans le plan où elle est déjà la plus probable lorsque vous céderez vos parts.

¹ Voir notamment le dernier tract préalable à la négociation salariale de décembre 2009 : http://www.sictame-unsatotal.org/communication/archivestracts2009/2009_12_10_NAO_salaires.pdf

² Ces plafonds d'exonération à l'IR s'entendent tous dividendes perçus **hors** ceux versés dans un Plan d'Épargne en Actions (PEA).

³ Pour le calcul du crédit d'impôt, les dividendes versés dans le cadre d'un PEA sont également à prendre en compte.

Mais, si vous avez besoin de trésorerie, avant même de vous décider sur le montant des dividendes à percevoir, vous devez également savoir s'il n'est pas préférable de vendre les parts disponibles du fonds Total

Actionnariat France – voire d'autres FCPE - **sur lesquelles les prélèvements sociaux de cession sont nuls**. Avec la baisse des marchés boursiers, vous pouvez constater sur vos relevés AXA que des investissements dans certains PEE ne supportent aucun prélèvements sociaux, symptôme de moins-values... Ainsi, vous aurez de la trésorerie, sans aucun impôt ou prélèvement, soit encore mieux que la fiscalité avantageuse des dividendes (sauf en ce qui concerne le crédit d'impôt) !

Il peut paraître paradoxal de chercher à réaliser des moins-values. Ce paradoxe n'est qu'un effet d'optique. La multiplicité des plans, la différence de leur date de création et l'historique de vos investissements font que vous pouvez avoir **sur les parts d'un même fonds des plus-values sur un plan et des moins-values sur un autre !**

Aussi, en bénéficiant de cet entrelacs dû à la multiplicité des plans (elle-même provenant de celle des régimes d'épargne salariale dans le Groupe), vous pouvez **additionner au mieux les plus et moins-values afin de minimiser vos prélèvements sociaux**. Vous pouvez même procéder à cet exercice entre différents fonds dans différents plans. Néanmoins, cette **optimisation demeure pratiquement difficile : les relevés d'AXA ne fournissent ni régulièrement, ni aisément les éléments de base pour calculer les moins values⁵**. De plus, les modalités de calcul de plus-values après un arbitrage entre différents fonds/plans ne sont pas immédiates. Ce manque d'informations régulières est d'autant plus regrettable que l'économie que vous pouvez réaliser peut être significative.

« N'habite Pas à l'Adresse Indiquée » (NPAI)

Ni AXA, ni Total ne sont motivées à suivre les comptes en déshérence. Ainsi, le SICTAME a demandé – contre la CGC – que, pour l'élection du Conseil de « Total Actionnariat France » de novembre 2009, ceux des 65 000 bulletins non parvenus à leurs destinataires soient retournés à l'expéditeur. Occasion unique tous les 3 ans !

Finalement, environ 2 500 enveloppes furent retournées par la Poste avec la mention NPAI. Les causes en sont multiples : du déménagement au décès du titulaire. Identifier tous ces cas est un travail de longue haleine. Total a promis de suivre ce dossier, mais pour l'instant, lorsque l'on demande, rien de nouveau...

Les élus SICTAME ont demandé, plusieurs fois, que ces éléments d'optimisation fiscale soient régulièrement et aisément accessibles sur les relevés AXA. Le seul résultat obtenu est que, conformément au Code Général des Impôts (CGI), les plus et moins values s'ajoutent (ce n'était pas le cas avec le prédécesseur de Cape@si/Noee) pour des cessions réalisées le même jour dans l'enveloppe des PEE. Mais cette mise en œuvre du CGI ne suffit pas à optimiser vos plus ou moins values. Pourquoi ? D'abord parce qu'il n'est pas toujours facile de réaliser vos cessions de parts la même journée (notamment si vous définissez des prix planchers). Ensuite, parce que **vous n'avez pas les moyens d'optimiser**. Or, tout développement informatique de Noee exige d'être financé par Total, s'il n'est pas décidé par les associés à Noee⁶. Or, **aujourd'hui, des bases fiscales fausses, majorant vos prélèvements sociaux, ne semblent être une priorité ni pour AXA, ni pour Total⁷** puisque c'est le SICTAME qui révèle ces erreurs !

Sans attendre un hypothétique développement informatique par AXA, **le SICTAME propose à chacun de ses adhérents les éléments susceptibles de minimiser les prélèvements sociaux lors d'une cession de parts d'épargne salariale ou de liquidation du PERCO**, dès lors qu'il existe des plus et moins values sur le portefeuille d'épargne salariale et que les informations de base (notamment celles figurant sur votre relevé semestriel de patrimoine) sont communiquées. Encore faut-il que celles-ci soient correctes !

NB : Un expatrié, avant son retour en France, a fiscalement intérêt à céder son portefeuille : aucun prélèvement n'est dû pour un non résident. Alors qu'à son retour, les plus-values sont fiscalisées comme s'il n'avait jamais quitté le territoire...

✂

Le Syndicat, c'est vous ! Pour nous rejoindre ou nous soutenir, retournez ce bulletin au SICTAME-UNSA-TOTAL

Bureau 4E41 Tour Coupole à Paris (Tél. : 01.47.44.61.71) - Bureau F16 CSTJF à Pau (Tél. : 05.59.83.57.89)
NOM.....Prénom.....Lieu de travail : Tél. :
Souhaite rencontrer un responsable du SICTAME (ou/et) Souhaite adhérer au SICTAME-UNSA-TOTAL

⁴ Il s'agit en fait d'un PEG « *fantôme* », pour lequel n'existe aucun règlement, qui permet aux bénéficiaires de stock-options de lever leurs options dans le cadre fiscal très avantageux de l'épargne salariale, par rapport à une taxation (42,1 % de prélèvements libératoires au maximum lors de l'acquisition). Les Délégués du Personnel SICTAME ont à plusieurs reprises évoqué le danger fiscal lié à l'inexistence légale de ce PEG « *fantôme* », sans que la direction ne réagisse.

⁵ Par exemple, dans votre relevé semestriel, figurent par fonds et par plan 6 « PMPA ». Ces informations sont peu pratiques : un PMPA moyen suffirait ! A l'inverse, la dernière colonne de votre relevé mensuel AXA, intitulée « Estimation brute de la plus ou moins-value latente », est sans intérêt, trompeuse voire erronée ! Elle ne reflète en aucun cas votre « vraie » plus / moins value fiscale.

⁶ Il s'agit de BNPParibas, Société Générale, HSBC et Axa (le plus petit des associés).

⁷ Ainsi, certains « PMPA6=0 » des fonds mentionnés dans vos relevés semestriels sont faux et surestiment **vos prélèvements sociaux**.